

Madame- Monsieur....
Infirmier (e)r

Madame la Députée, Monsieur le Député,

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont voté en première lecture favorablement à la création d'un ordre infirmier.

Tous les infirmiers devraient être inscrits au tableau de l'ordre infirmier et acquitter obligatoirement une cotisation dont le montant sera fixé par le Conseil de l'Ordre en fonction de ses besoins.

Infirmier(e) diplômé(e) depuis ans, et exerçant en secteur public –privé *(*enlever la mention inutile*), je tiens à attirer votre attention sur le fait que les professionnels n'ont pas été consultés sur la création d'une telle structure. Les infirmiers vont découvrir (comme c'est le cas actuellement pour les kinésithérapeutes) qu'ils vont devoir payer pour être inscrits sur un tableau géré par l'ordre.

Infirmier(e) dans un établissement de santé du secteur public – privé * (*rayez la mention inutile*) , je tiens à vous signifier mon refus de voir instituer un ordre infirmier.

En effet, la création d'un ordre infirmier n'apportera rien de nouveau à ma profession :

- Ma pratique et mon éthique professionnelles sont déjà réglementées par le décret n° 2004-802 modifiant le Code de la Santé Publique et unifiant dans un seul texte décret de compétence et code de déontologie, s'appliquant tant à l'exercice professionnel libéral que salarié.

- Je suis **titulaire d'un diplôme d'Etat m'autorisant à exercer la profession** (pour laquelle j'ai été formé (e)) , après une inscription gratuite auprès des autorités sanitaires compétentes sur le fichier ADELI.

C'est pourquoi :

- **je refuse** l'obligation d'adhérer à un ordre professionnel sur le principe d'une atteinte au principe démocratique et constitutionnel de libre choix d'adhésion ou non à un syndicat ou à une association en instituant une cotisation obligatoire pour pouvoir exercer un métier !

- **Je refuse** l'obligation de payer une cotisation pour pouvoir exercer mon métier.

Pour moi, la priorité n'est pas la création d'un Ordre Infirmier, qui ne sera qu'une structure hiérarchique et autoritaire de plus, mais une véritable reconnaissance de la profession par :

- l'amélioration des études infirmières et un véritable accès à la formation continue
- la reconnaissance à bac + 3 (niveau licence)
- une revalorisation salariale et l'amélioration de mes conditions de travail

J'attire votre attention sur le fait que je risque de ne plus être autorisé à exercer ma profession après années auprès des patients.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier et en espérant que les éléments ci-dessus pourront vous inciter à ne pas mettre la majorité de la profession en difficulté par votre vote, recevez, Madame, Monsieur mes salutations.

Fait le ...

Signature